

L'enjeu israélo-palestinien, un brûlot... bruxellois

La Ville de Bruxelles et le parlement bruxellois sont mis sous pression par des élus propalestiniens hostiles à Israël. Une transposition du conflit du Proche-Orient ? Les partis politiques s'y brûlent... en paroles.

MARIE-CÉCILE ROYEN

Le conflit israélo-arabe est en passe de devenir un enjeu de politique locale à Bruxelles. Aux élections régionales de juin 2009, le petit parti radical bruxellois Egalité a fait campagne sur deux thèmes : l'international (Palestine, Irak, Afghanistan, Congo...) et le local (l'infériorisation des enfants d'immigrés). Il a obtenu plus de 4000 voix. Pas énorme. Néanmoins, ce micro-parti islamo-gauchiste agit comme un révélateur de tendances. Les deux causes sur lesquelles il veut attirer l'attention – la déréliction des jeunes des milieux populaires et l'impérialisme judéo-occidental – sont brandies jusqu'à se confondre émotionnellement. Cette vi-

ruence fait parfois irruption sur la scène politique conventionnelle, qui se réveille alors avec une mauvaise gueule de bois. La preuve par le débat qui s'est tenu, le 9 décembre dernier, en commission des Affaires économiques du parlement bruxellois, autour de la question des relations commerciales de la capitale avec l'Etat d'Israël.

Il s'agissait de pas grand-chose, en somme : une mission économique multisectorielle organisée en Israël du 6 au 10 décembre par Bruxelles Export, conjointement avec les Régions wallonne et flamande. But : promouvoir 10 entreprises, dont quatre bruxelloises, actives dans les services médicaux, les jeux vidéo, le traitement des déchets et les loisirs. Mais

ce voyage a déplu aux députés Jamal Ikazban (PS), Ahmed El Khannouss (CDH) et Sarah Turine (Ecolo), membres de la majorité de l'olivier et, tous trois, échevins ou conseillère communale molenbeekois.

« L'argent a la couleur du sang »

En séance, Jamal Ikazban s'est interrogé « fortement » sur le bien-fondé de cette mission au regard de la situation politique et de la manière dont Israël a mené son attaque contre Gaza en décembre 2008 et janvier 2009. Il s'est référé au rapport Goldstone (NDLR : commandé par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU), « accablant avant tout pour Israël » et a mis en doute le caractère démocratique d'Israël.

La vice-présidente d'Ecolo, Sarah Turine, après avoir critiqué sévèrement Israël, a voulu s'assurer que les partenaires israéliens des firmes belges n'étaient pas liés à la colonisation. Ahmed El Khannouss (CDH), par ailleurs conseiller au cabinet du ministre régional de l'Economie Benoît Cerexhe, a repris les arguments qu'il avait déjà développés dans *La Capitale*, en octobre : « Une mission dans



Philippe Moureaux et André Flahaut pour le PS et Isabelle Durant pour Ecolo étaient, parmi d'autres responsables politiques, à la manifestation contre l'horreur à Gaza, le 11 janvier 2009. Le MR Richard Miller y avait été blessé.

un pays qui bafoue les droits des Palestiniens et qu'un rapport de l'ONU juge avoir commis des crimes de guerre très graves est inopportune. C'est un mauvais message. Dire qu'il ne faut pas mélanger économie et politique est absurde.»

L'ennui, c'est qu'aucun autre pays au monde, y compris ceux qui se rendent coupables des pires violations des droits de l'homme et avec lesquels la Belgique entretient des relations commerciales, n'a jamais suscité un tel intérêt dans l'enceinte bruxelloise. La députée Viviane Teitelbaum (MR) n'a pas manqué de le relever. « Attaqué depuis sa création et bien qu'il ne soit pas à l'abri des critiques, l'Etat d'Israël est une démocratie et un pays ami, a-t-elle rappelé. Dès lors que des relations diplomatiques existent, que des relations culturelles et économiques existent, je ne comprends pas le sens des interpellations de mes collègues. J'ai toujours plaidé contre tous



Ahmed El Khannouss, Sarah Turine et Jamal Ikazban : ils fustigent une mission Bruxelles-Wallonie-Flandre en Israël.

PHOTOS: BELGAPIC